

**No. 55888\***

---

**Serbia  
and  
France**

**Agreement between the Government of the Republic of Serbia and the Government of the French Republic on the French Development Agency activities and PROPARCO in Serbia. Belgrade, 25 February 2019**

**Entry into force:** *1 July 2019, in accordance with article 9(1)*

**Authentic texts:** *French and Serbian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Serbia, 27 August 2019*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Serbie  
et  
France**

**Accord entre le Gouvernement de la République de Serbie et le Gouvernement de la République française relatif aux activités de l'Agence française de développement et PROPARCO en Serbie. Belgrade, 25 février 2019**

**Entrée en vigueur :** *1<sup>er</sup> juillet 2019, conformément au paragraphe 1 de l'article 9*

**Textes authentiques :** *français et serbe*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Serbie, 27 août 2019*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE SERBIE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

**RELATIF AUX ACTIVITES**

**DE**

**L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT ET  
PROPARCO  
EN SERBIE**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE SERBIE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE,

Ci-après dénommés aux fins du présent Accord « **les Parties** ».

Rappelant que la République de Serbie (ci-après dénommée « **la Serbie** ») et la République française (ci-après dénommée « **la France** ») sont animées par le désir de renforcer leurs liens d'amitié et de coopération ;

Se réjouissant de leur volonté commune d'intensifier et d'élargir la coopération économique et financière entre les deux pays ;

Reconnaissant que l'Agence Française de Développement (ci-après dénommée l'« **AFD** ») et sa filiale spécialisée dans le financement du développement du secteur privé, la Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Économique (ci-après dénommée « **PROPARCO** »), formant le groupe AFD (ci-après dénommé le « **Groupe AFD** »), développent leurs activités sur le territoire de la Serbie ;

Rappelant que le Groupe AFD est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays en développement et qu'il exerce ses activités dans plus de 80 pays, grâce à son réseau d'une soixantaine de représentations locales ;

Rappelant que l'AFD, établissement public industriel et commercial :

- lutte contre la pauvreté, soutient la croissance économique et participe à la préservation des biens publics mondiaux dans les pays en développement, les pays émergents et les territoires français d'outre-mer ;
- est placée sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de l'Économie et des Finances, du ministère des Outre-mer et du ministère de l'Intérieur, met en œuvre la politique française d'aide au développement et agit sous le contrôle de ces ministères et en étroite collaboration avec eux ;
- intervient principalement dans le cadre du programme d'investissements prioritaires de l'État d'accueil à travers des dons, des prêts à long terme et des garanties accordés à l'État, aux collectivités locales, aux entreprises et institutions financières publiques ou privées, ou dans le cadre de prises de participation dans des entreprises opérant dans ses zones d'intervention ;
- propose également des prestations de conseil, de formation et d'assistance technique ;

Rappelant que PROPARCO, créée en 1977 sous la forme d'une société de droit français :

- est une institution financière de développement, majoritairement détenue par l'AFD et dont l'ensemble du personnel est entièrement mis à disposition par l'AFD ;
- a pour mission principale de favoriser les investissements privés dans les pays émergents et en développement en appui à la croissance, au développement durable et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) ;
- finance des opérations économiquement viables, socialement équitables, durables sur le plan environnemental et financièrement rentables ;
- investit dans un champ géographique allant des grands pays émergents aux pays les plus pauvres, avec un degré élevé d'exigence en matière de responsabilité sociale et environnementale ;
- propose une palette complète d'instruments financiers permettant de répondre aux besoins spécifiques des investisseurs privés dans les pays en développement (prêts, fonds propres, quasi-fonds propres, garanties et ingénierie financière) ;

- intervient uniquement lorsqu'aucune autre institution financière locale n'est en mesure de proposer des produits ou des services financiers similaires ou lorsque les institutions financières locales ont besoin d'une aide supplémentaire pour assurer un financement ;

Rappelant qu'il est dans l'intérêt commun des Parties de conclure le présent Accord pour permettre au Groupe AFD d'apporter son assistance financière et technique à la Serbie, conformément aux objectifs de développement économique et social de la Serbie ;

Rappelant que le Gouvernement de la Serbie a adopté des Priorités nationales sur l'aide internationale au développement (NAD) énonçant les principales priorités pour les financements provenant de l'aide internationale au développement ;

Rappelant que le Gouvernement de la République de Serbie souhaite accorder certains privilèges et exemptions au Groupe AFD afin de faciliter l'accomplissement de sa mission dans le cadre de la politique de la Serbie sur le financement du développement ;

En conséquence, en se fondant sur le respect des principes d'indépendance, d'égalité souveraine et de non-ingérence dans les affaires intérieures, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie sont convenus de ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD**

La République de Serbie accepte que le Groupe AFD apporte une assistance financière et technique et investisse en Serbie conformément au présent Accord et à la législation serbe, en tenant compte des Priorités nationales sur l'aide internationale au développement adoptées par le Gouvernement de la République de Serbie.

Le présent Accord a pour objet de préciser les règles applicables à l'établissement du bureau de représentation du Groupe AFD tel que visé à l'article 7.1 ainsi qu'aux activités du Groupe AFD en Serbie telles que visées à l'article 3.1. Il définit notamment les conditions juridiques, fiscales et financières applicables au statut du bureau de représentation du Groupe AFD tel que visé à l'article 7.1. ainsi qu'aux activités du Groupe AFD dans le pays telles que visées à l'article 3.1.

#### **ARTICLE 2 – STATUT JURIDIQUE DU GROUPE AFD**

Le Groupe AFD jouit de la personnalité et de la capacité juridiques nécessaires à l'exercice de ses activités en Serbie conformément au présent Accord et à la législation serbe et peut, à ce titre, conclure des contrats, acquérir et céder des biens mobiliers et immobiliers, ainsi qu'ester en justice.

Le Groupe AFD peut :

- a) exercer toute activité nécessaire à l'accomplissement de ses missions telles que décrites dans le présent Accord ;
- b) Négocier et conclure tout type de contrat, de convention ou d'accord ;
- c) Accepter tout type de garantie ou de sûreté ;
- d) Employer du personnel de nationalité serbe, française ou d'autres nationalités.

### **ARTICLE 3 – ACTIVITES CONVENUES DU GROUPE AFD EN SERBIE**

- 3.1 Le Groupe AFD peut, en conformité avec la législation serbe sauf disposition contraire du présent Accord :
- a) accorder un concours financier, sous forme de prêts, dons ou garanties, en veillant à respecter la réglementation de la République de Serbie applicable aux opérations de change en euros, dollars des Etats-Unis ou toute autre devise, en conformité avec la réglementation définissant les types d'opérations de change et de devises étrangères pouvant faire l'objet d'achat ou de vente sur le marché des changes en République de Serbie et en dinars serbes, ainsi que toute forme d'assistance financière ou technique à la Serbie, aux entreprises, aux établissements financiers et bancaires, ainsi qu'aux associations ou organisations nationales, étrangères ou internationales, ou à toute personne morale ayant son siège en Serbie ;
  - b) acquérir toute participation au capital de toute société (quelle qu'en soit la forme juridique) auprès de tout vendeur, investir dans des fonds d'investissement, et transférer ou céder sa participation ou ses parts à toute personne de nationalité serbe ou de toute autre nationalité en conformité avec la législation serbe;
  - c) réaliser des prestations de conseil, d'assistance technique, de formation ou des études au moyen de dons ou de contributions à des entités publiques ou privées.
- 3.2 Chacune des activités mentionnées ci-dessus fait l'objet d'un contrat ou d'une convention spécifique définissant les obligations et engagements des parties concernées par l'activité ou l'opération en question. Chaque Partie s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation des éventuelles formalités requises pour assurer la validité ou l'entrée en vigueur dudit contrat ou de ladite convention.
- 3.3. Sans préjudice des droits du Groupe AFD en vertu du présent Accord, rien dans le présent Accord ne saurait avoir d'effet sur les obligations découlant du droit serbe applicables aux bénéficiaires et autres contreparties du Groupe AFD résidant en Serbie dans le cadre des financements accordés par le Groupe AFD.
- 3.4 Les conventions et contrats conclus par l'AFD dans le cadre de ses activités avec la Serbie ou toute personne morale sont signés en français et en langue serbe et leur validité et leurs effets ne nécessitent pas la réalisation d'une traduction assermentée et/ou notariée.

### **ARTICLE 4 – EXEMPTION DE REGLEMENTATION BANCAIRE**

- 4.1 Les activités du Groupe AFD sont des opérations transfrontalières mises en œuvre depuis son siège situé en France.
- 4.2 L'AFD, PROPARCO et leur Représentation, telle que définie à l'article 7 du présent Accord, n'ont pas le statut de banque ou de toute autre institution financière en Serbie. Elles ne sont donc pas soumises aux dispositions de la réglementation bancaire applicables aux banques et aux institutions financières installées ou opérant sur le territoire de la Serbie.

En particulier, l'AFD et PROPARCO s'agissant d'activités visées à l'article 3.1. du présent Accord sont exemptées sur le territoire de la Serbie (i) de toute obligation de déclaration, (ii) de toute autorisation ou licence bancaire, (iii) de toute obligation en

matière de gestion des risques, (iv) de toute obligation prudentielle, (v) de toute obligation de classement des créances et dettes et de toute création de réserves pour faire face à ces créances et dettes et (vi) de toute obligation ou charge administrative résultant des lois et règlements en vigueur en Serbie (sauf disposition contraire contenue dans le présent Accord).

#### **ARTICLE 5 – CONVERTIBILITE ET TRANSFERTS DES FONDS**

5.1 Le Gouvernement de la République de Serbie accepte, en conformité avec les dispositions de la législation de la République de Serbie applicable aux opérations de change, que :

- (i) tout bénéficiaire d'un financement du Groupe AFD ou tout garant de ce financement ;
- (ii) toute banque, dûment habilitée par la Banque nationale de Serbie, chargée du transfert des fonds, ainsi que ;
- (iii) le Groupe AFD ;

puissent convertir en devises étrangères, en conformité avec la réglementation définissant les types d'opérations de change et de devises étrangères pouvant être achetées ou vendues sur le marché des changes en République de Serbie, aux taux de change applicables à la date de la conversion (d'achat-vente), déterminé en fonction de la réglementation définissant les termes et procédures régissant les opérations sur le marché des changes en République de Serbie et conformément aux dispositions de la réglementation relative aux opérations de change en République de Serbie, à transférer librement en dehors du territoire de la Serbie toute somme en devises étrangères due au Groupe AFD, notamment les sommes correspondant au remboursement de financements, tant en principal qu'en intérêts, des intérêts de retard, des frais accessoires, ainsi que toute autre somme due en raison de l'exercice ou de la réalisation des activités du Groupe AFD en Serbie.

5.2 Le Groupe AFD peut également :

- détenir des comptes bancaires en Serbie en dinars serbes ou dans d'autres devises prévues par la réglementation définissant les types d'opérations de change et de devises étrangères pouvant faire l'objet d'achats et de ventes sur le marché des changes en République de Serbie,
- convertir en devises étrangères visées au premier tiret du présent paragraphe, des sommes en dinars provenant de la vente de participations ou de biens mobiliers ou immobiliers, tout dividende et autre distribution, tout profit, toute plus-value, tout produit de réalisation, et de manière générale tout revenu, toute commission ou tout fonds de quelque nature que ce soit, incluant notamment les dommages et intérêts résultant d'une décision de justice ou d'une sentence arbitrale, lorsque de telles sommes proviennent à titre principal ou connexe de tout investissement ou de toute opération du Groupe AFD en Serbie ou de leur réalisation au taux de change prévalant à la date de la conversion, déterminé conformément à la réglementation définissant les termes et procédures des opérations de change en République de Serbie , et
- en conformité avec la réglementation sur les opérations de change de la République de Serbie, transférer librement en dehors du territoire de la Serbie les sommes en devises visées au deuxième tiret du présent paragraphe.

- 5.3 Le Groupe AFD peut, en conformité avec les dispositions de la législation sur les opérations de change de la République de Serbie, lorsqu'il accorde un prêt à un résident serbe pour financer le paiement différé ou anticipé de biens et services au titre d'une transaction commerciale avec l'étranger réalisée par un résident serbe, effectuer des versements directs aux fournisseurs ou aux co-contractants de l'emprunteur serbe non établis sur le territoire de la Serbie, lorsqu'il s'agit d'acquérir des biens et services ne provenant pas de la Serbie.
- 5.4 Dans l'hypothèse où la conversion de dinars serbes en devises étrangères ou le transfert de devises étrangères vers les comptes du Groupe AFD dans des banques étrangères hors de Serbie ne seraient pas effectués par les banques en Serbie, le Gouvernement de la République de Serbie, sans émettre de titres de créance publics, fera, dans les limites de sa compétence et dans les meilleurs délais, tout son possible pour faire en sorte que ces transactions soient menées à bien.

#### **ARTICLE 6 - STATUT FISCAL**

Le Groupe AFD est exonéré:

- de toute retenue à la source sur les intérêts ainsi que sur les frais et commissions (tels que listés ci-après dans le présent article) dans le cadre des financements visés à l'article 3.1 a),
- des impôts sur les plus-values en lien avec l'aliénation d'actions ou tout autre intérêt similaire quel qu'il soit résultant des activités visées à l'article 3.1 b)
- de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de toute taxe indirecte sur les intérêts et sur les frais et commissions suivants, dans le cadre des financements visés à l'article 3.1 a) :
  - a) Commission d'instruction
  - b) Commission d'ouverture de dossier
  - c) Commission d'engagement
  - d) Commission d'annulation
  - e) Commission de suivi
  - f) Commission de modification
  - g) Frais d'honoraires
  - h) Commission de garantie
  - i) Commission d'instruction de garantie
  - j) Commission d'étude de dossier garantie
  - k) Indemnité de remboursement anticipée
  - l) Commission de conversion

Le Groupe AFD et la Représentation ne se livrent à aucune activité non visée à l'article 3.1. Le Groupe AFD et la Représentation ne bénéficient pas du statut d'établissements permanents en Serbie, au titre de la réglementation fiscale.



**ARTICLE 7 – REPRESENTATION LOCALE DU GROUPE AFD – STATUT DES EMPLOYES**

**7.1 Bureau de représentation du Groupe AFD en Serbie**

- a) Le Groupe AFD peut ouvrir un bureau de représentation à Belgrade ou en tout autre lieu en Serbie (ci-après dénommé « **la Représentation** »), afin d'exercer les activités décrites à l'article 7.1. du présent Accord conformément au présent Accord et à la législation serbe.
- b) Le Gouvernement de la République de Serbie facilite l'ouverture et le fonctionnement de la Représentation conformément au présent Accord.
- c) La Représentation est chargée d'identifier les projets que le Groupe AFD pourrait mettre en œuvre en Serbie, de la préparation et de la négociation des documents liés à ces projets, ainsi que du suivi de leur exécution.

Seuls les sièges sociaux de l'AFD et de PROPARGO en France sont en charge (i) de la procédure d'examen des projets, (ii) de l'évaluation des projets, (iii) des décisions de financement, (iv) du versement des fonds, et (v) du suivi des remboursements.

- d) La Représentation bénéficie des facilités suivantes :
  - exonération des droits de douane, des taxes et de l'obligation de collecte ou de paiement de tels droits de douanes ou taxes portant sur l'acquisition des équipements nécessaires à l'activité de la Représentation, ainsi que sur la rénovation de ces équipements;
  - exonération de toute taxe, y compris, le cas échéant, de la taxe sur la valeur ajoutée (ou son équivalent) sur les achats effectués pour mener à bien les activités de la Représentation en Serbie;
  - la Représentation, ses biens et ses avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, de confiscation, de réquisition et d'expropriation.
  - la correspondance et les archives de la Représentation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou en sa possession, sont inviolables en quelque lieu qu'ils se trouvent, et les autorités serbes ne peuvent pénétrer dans les locaux de la Représentation sans l'autorisation préalable du Groupe AFD ;
  - En cas d'urgence (incendie par exemple) nécessitant une assistance, qui ne peut souffrir de retard, des représentants des autorités compétentes de la République de Serbie peuvent pénétrer dans les locaux du Groupe AFD sans consentement préalable, celui-ci étant présumé acquis.
- e) Le Gouvernement de la République de Serbie s'engage à ne nationaliser ni exproprier aucune propriété ni aucun actif du Groupe AFD nécessaires à la mise en œuvre des activités de la Représentation, et à ne prendre aucune mesure qui aurait pour conséquence une impossibilité de jouissance desdits propriété ou actif, leur nationalisation ou expropriation. Si une mesure de cette nature est adoptée pour des raisons d'intérêt général caractérisé, une indemnisation appropriée sera octroyée au Groupe AFD. Le montant de l'indemnisation financière sera fixé d'un commun accord, au prix du marché déterminé indépendamment, et acceptée par les Parties.
- f)

## 7.2 Personnel expatrié du Groupe AFD

a) Le Groupe AFD déterminera le nombre et les qualifications des membres de son personnel ne possédant pas la nationalité serbe et n'étant pas détenteurs de titres de séjour en Serbie (ci-après dénommés les « **Employés expatriés** ») qu'il estime nécessaires au bon fonctionnement de sa Représentation.

Le Groupe AFD supporte le coût total des salaires, des indemnités et du transport des Employés expatriés. Ces employés bénéficient des régimes de sécurité sociale et de retraite français et ne sont donc pas assujettis aux dispositions pouvant s'appliquer en Serbie dans ces domaines. En particulier, le Groupe AFD n'a pas à s'acquitter des cotisations normalement à la charge de l'employeur dans le cadre des régimes sociaux serbes, ni des impôts portant sur les salaires.

b) Le Gouvernement de la République de Serbie facilite l'entrée, le séjour, la résidence, la liberté de circulation et les formalités de sortie des Employés expatriés et de leur conjoint, partenaire, et de tout membre de leur famille à leur charge.

c) Le Gouvernement de la République de Serbie octroie aux Employés expatriés et à leur conjoint, partenaire, et à tout membre de leur famille à leur charge, les privilèges et immunités suivants :

- délivrance de visas à entrées multiples et de titres de séjour sur le territoire serbe ;
- droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels lors de leur première prise de fonction en Serbie ;
- exonération d'impôt sur le revenu ou de tout impôt similaire se rapportant aux émoluments et allocations qui leur sont versés en raison de leur activité pour le Groupe AFD en Serbie ;
- délivrance de toute autorisation nécessaire au libre transfert des effets personnels à destination et en provenance de Serbie, dans le respect de la législation serbe ;
- délivrance au conjoint ou au partenaire de l'Employé expatrié d'un permis de travail, conformément à la législation serbe ;
- immunité contre toute arrestation ou détention et immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Ces immunités ne sauraient les exempter de la juridiction de la Partie française.

## 7.3 Personnel serbe ou résidant de l'AFD en Serbie

Dans le cadre de ses activités en Serbie, le Groupe AFD peut employer des salariés de nationalité serbe ou résidant en Serbie, conformément aux lois et à la réglementation serbes en matière de droit du travail et de sécurité sociale.

## 7.4 Missions temporaires en Serbie

Afin de mener à bien ses activités en Serbie, le Groupe AFD peut envoyer des missions temporaires en Serbie ou mandater des consultants pour réunir les informations nécessaires à la préparation et/ou à l'exécution des projets.

Le Gouvernement de la République de Serbie prend les mesures nécessaires pour que les membres des missions temporaires obtiennent dans des délais réduits les autorisations nécessaires à leur entrée, à leur séjour et à leur sortie du territoire de la Serbie.

En ce qui concerne la réglementation en matière d'immigration, les membres de ces missions temporaires bénéficient des réglementations applicables aux personnels en mission des institutions financières internationales de développement qui mènent des activités en Serbie.

Les membres des missions temporaires présents en Serbie pour la mise en œuvre du présent Accord bénéficient d'immunités et de privilèges identiques à ceux accordés aux experts par l'Article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946. Ces immunités accordées par la Serbie ne sauraient les exempter de la juridiction de la Partie française.

#### **ARTICLE 8 – MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD**

8.1. Afin de faciliter les démarches du Groupe AFD pour la mise en œuvre de ses activités, la Serbie transmet toutes les informations nécessaires à ses institutions afin de permettre la pleine exécution du présent Accord dans les meilleurs délais ; elle prend toutes les mesures internes nécessaires à cet effet.

8.2. À compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, le Groupe AFD est autorisé à produire le présent Accord, soit par référence, soit au moyen d'une copie, devant toute autorité, tout fonctionnaire et de manière générale, devant toute administration publique de Serbie. Pour permettre aux bénéficiaires de financements de l'AFD ou aux co-contractants de l'AFD de demander l'application des droits énoncés dans le présent Accord, le Groupe AFD est autorisé à communiquer une copie du présent Accord auxdits bénéficiaires ou co-contractants, afin qu'ils puissent la présenter aux autorités concernées.

Aucune disposition législative, réglementaire ou autre disposition prenant effet après l'entrée en vigueur du présent Accord ne peut porter atteinte aux droits et privilèges du Groupe AFD prévus par le présent Accord.

#### **ARTICLE 9 – ENTREE EN VIGUEUR, DUREE, DENONCIATION ET MODIFICATION**

##### **9.1 Entrée en vigueur**

Chacune des Parties notifie par écrit à l'autre Partie l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification.

Immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement de la République de Serbie, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, procède à l'enregistrement du présent Accord auprès du Secrétariat des Nations Unies. Le Gouvernement de la République française sera informé dudit enregistrement par la transmission du numéro d'enregistrement des Nations Unies, dès réception de la confirmation de la part du Secrétariat des Nations Unies.

Le présent Accord s'applique aux contrats en cours conclus par le Groupe AFD en Serbie.

## 9.2 Amendements au présent Accord

Les Parties peuvent, à tout moment et d'un commun accord, amender par écrit le présent Accord. Tout amendement prend effet après l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne et fait partie intégrante du présent Accord.

## 9.3 Règlement des différends

Tout différend entre les Parties découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, de ses éventuels accords complémentaires ou de toute question relative au Groupe AFD, à la Représentation ou aux relations entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie en lien avec le présent Accord, est réglé à l'amiable par négociation directe entre les Parties par la voie diplomatique.

## 9.4 Durée et dénonciation


Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée, mais il expirera au plus tard à la date de l'adhésion de la République de Serbie à l'Union européenne. Il peut être dénoncé à tout moment par chacune des Parties, moyennant un préavis écrit de six (6) mois notifié par la voie diplomatique à l'autre Partie. Dans ce cas, le présent Accord cesse d'être en vigueur dans un délai de six (6) mois après la date de réception de la notification. La dénonciation du présent Accord n'affectera pas les contrats ou conventions en cours, conclus pendant la période de validité de celui-ci.

Fait à Belgrade, le 25 février 2019, en deux exemplaires originaux, en langues serbe et française, les deux textes faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE DE SERBIE**

  
**Siniša Mali**  
 Ministre des Finances

**POUR LE GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

  
**Nathalie Loiseau**  
 Ministre auprès du Ministre de  
 l'Europe et des Affaires étrangères,  
 chargée des Affaires européennes

  
**Jadranka Joksimović**  
 Ministre de l'Intégration européenne

[ SERBIAN TEXT – TEXTE SERBE ]

**СПОРАЗУМ  
ИЗМЕЂУ  
ВЛАДЕ РЕПУБЛИКЕ СРБИЈЕ  
И  
ВЛАДЕ РЕПУБЛИКЕ ФРАНЦУСКЕ  
О АКТИВНОСТИМА ФРАНЦУСКЕ АГЕНЦИЈЕ ЗА РАЗВОЈ  
И ИНСТИТУЦИЈЕ PROPARCO  
У СРБИЈИ**

ВЛАДА РЕПУБЛИКЕ СРБИЈЕ

И

ВЛАДА РЕПУБЛИКЕ ФРАНЦУСКЕ,

У даљем тексту овог Споразума „Уговорне стране“,

Имајући у виду да су Република Србија (у даљем тексту „Србија“) и Република Француска (у даљем тексту „Француска“) подстакнуте жељом да ојачају своје пријатељске везе и сарадњу;

Поздрављајући заједничку жељу да интензивирају и прошире међусобну економску и финансијску сарадњу;

Потврђујући да Француска агенција за развој (у даљем тексту „АФД“) и њено зависно друштво специјализовано за финансирање и развој приватног сектора - Друштво за Промоцију и Учесће у Економској Сарадњи (у даљем тексту „PROPARCO“), заједнички сачињавају Групу АФД (у даљем тексту „Група АФД“), развијају своје делатности на територији Републике Србије;

Подсећајући да је Група АФД у самом центру француског система државне помоћи за земље у развоју и да послује у више од 80 земаља кроз мрежу од око шездесет локалних представништава;

Подсећајући да се АФД, као индустријска и трговинска јавна установа:

- бори против сиромаштва, подржава економски раст и учествује у заштити светских јавних добара у земљама у развоју, у земљама у убрзаном развоју и на Француским прекоморским територијама;
- налази под покровитељством Министарства Европе и спољних послова, Министарства економије и финансија, Министарства за прекоморске територије и Министарства унутрашњих послова и спроводи политику развојне помоћи Републике Француске, те делује под контролом ових министарстава и тесно са њима сарађује;
- превасходно делује у оквиру приоритетног инвестиционог програма Земаља домаћина путем субвенција, дугорочних зајмова и гаранција датих државама, локалним самоуправама, јавним или приватним финансијским предузећима и институцијама, као и у оквиру учешћа у капиталу у привредним друштвима која послују у зонама деловања АФД-а;
- такође нуди консултантске услуге, обуку и техничку помоћ;

Напомињући да је PROPARCO, који је основан 1977. године у складу са законима Републике Француске:

- институција развојног финансирања чији је већински власник АФД који је уједно обезбедио и све кадрове;
- има за главни циљ да поспешу приватна улагања у земље у развоју и у земље у убрзаном развоју у области економског развоја, одрживог развоја и испуњења Циљева одрживог развоја (ЦОР);
- финансира економски исплативе, социјално правичне, еколошки и финансијски одрживе профитабилне делатности;
- улаже у географско подручје почев од великих земаља у убрзаном развоју до најсиромашнијих земаља, захтевајући висок степен друштвене и еколошке одговорности;

- нуди читав спектар финансијских инструмената како би се задовољиле специфичне потребе приватних инвеститора у земљама у развоју (зајмове, капитал, квази капитал, гаранције и финансијски инжењеринг);
- поступа искључиво када ниједна друга локална финансијска институција није у могућности да понуди сличне финансијске производе и услуге, или када локалне финансијске институције имају потребу за додатном помоћи како би обезбедиле финансирање;

Подсећајући да је у заједничком интересу Уговорних страна да закључе овај Споразум како би се Групи АФД омогућило да пружи финансијску и техничку помоћ Србији у складу са циљевима економског и социјалног развоја Србије;

Подсећајући да је Влада Србије усвојила Националне приоритете за међународну развојну помоћ (НАД) којом се утврђују главни приоритети за финансирање из међународне развојне помоћи.

Подсећајући да Влада Републике Србије жели да одобри одређене повластице и олакшице Групи АФД како би се олакшало испуњење циљева у области политике Србије о финансирања развоја;

Следствено томе, а на основу поштовања принципа независности, суверене једнакости и немешања у унутрашње послове, Влада Републике Србије и Влада Републике Француске су се сагласиле о следећем:

#### **ЧЛАН 1. – ПРЕДМЕТ СПОРАЗУМА**

Република Србија је сагласна да Група АФД може пружити финансијску и техничку помоћ и инвестирати у Србију у складу са овим Споразумом и законодавством Србије, узимајући у обзир Националне приоритете за међународну развојну помоћ усвојене од стране Владе Републике Србије.

Овај Споразум има за циљ да прецизно дефинише правила која се примењују на оснивање представништва сходно члану 7.1, и активности Групе АФД у Србији сходно члану 3.1. Споразум одређује нарочито правне, фискалне и финансијске услове који се односе на статус представништва Групе АФД, сходно члану 7.1. као и активности Групе АФД у земљи сходно члану 3.1.

#### **ЧЛАН 2. – ПРАВНИ СТАТУС ГРУПЕ АФД**

Група АФД је правно лице које поседује правна својства неопходна за обављање својих активности у Србији у складу са овим Споразумом и законодавством Србије и као такво може да закључује уговоре, купује и продаје покретну и непокретну имовину, те да учествује у правном промету.

Група АФД има право да:

- а) врши све активности потребне за испуњење циљева ближе описаних у овом Споразуму;



- b) преговара и закључује све врсте уговора, конвенција и споразума;
- c) прихвати све врсте гаранција или обезбеђења;
- d) запосли кадар српске, француске или друге националности.

### **ЧЛАН 3 – ДОГОВОРЕНЕ АКТИВНОСТИ ГРУПЕ АФД У СРБИЈИ**

3.1 У складу са законодавством Србије и ако овим Споразумом није другачије одређено, АФД Група може да:

- a) одобри финансијску помоћ у облику зајмова, донација или гаранција, поштујући прописе Републике Србије о девизном пословању, у еврима, америчким доларима или било којој другој валути, у складу са прописом којим се уређују врсте девиза и ефективног страног новца које се купују и продају на девизном тржишту Републике Србије и у српским динарима, као и сваки облик финансијске или техничке помоћи у Србији, предузећима, финансијским институцијама и банкама, као и националним, страним или међународним удружењима или организацијама или било ком правном лицу које има седиште у Србији;
- b) стиче удео у капиталу било ког привредног друштва (независно од његовог правног облика) од било ког продавца, да улаже у инвестиционе фондове, да преноси или уступа своје учешће или уделе било ком лицу српске или неке друге националности у складу са српским законодавством;
- c) пружа услуге из области консалтинга, техничке подршке, обуке или израде студија путем донација и доприноса, за јавна или приватна правна лица.

3.2 Свака од горе наведених активности ће бити предмет посебног уговора или конвенције у којима ће се дефинисати права и обавезе страна укључених у предметну активност или посао. Свака Страна се обавезује да ће учинити све што је у њеној моћи како би се олакшало евентуално обављање формалности неопходних за важност или ступање на снагу таквог уговора или конвенције.

3.3 Без прејудуцирања права Групе АФД на основу овог Споразума, ништа у овом Споразуму неће утицати на обавезе резидената Србије – корисника или сауговорача које проистичу из финансирања које одобрава Група АФД које су утврђене српским прописима.

3.4 Конвенције и уговори које АФД закључује са Србијом или било којим правним лицем у обављању својих активности, биће потписивани на француском и српском језику а њихова пуноважност и правно дејство неће бити условљено достављањем превода који оверава судски преводилац и/или солемнизацијом код јавног бележника.

### **ЧЛАН 4 – ИЗУЗЕТАК ОД ПРИМЕНЕ БАНКАРСКЕ РЕГУЛАТИВЕ**

4.1 Активности Групе АФД су прекограничне трансакције које се обављају из њеног седишта које се налази у Француској.

4.2 АФД, PROPARGO и њихово Представништво дефинисано у члану 7. овог Споразума у Србији немају статус банке, нити било које друге финансијске институције. Из тог разлога не подлежу одредбама банкарске регулативе која се примењује на банке и финансијске институције које имају пословно седиште или обављају делатност на територији Србије.

Нарочито, АФД и PROPARGO су, у вези са обављањем активности из члана 3.1. овог Споразума, на територији Србије изузете од (i) било које обавезе извештавања, (ii) обавезе поседовања дозволе за рад банке (iii) свих обавеза у области управљања ризицима, (iv) свих пруденцијалних обавеза, (v) свих обавеза класификовања потраживања и дуговања и стварања резерви за намирење таквих потраживања и дуговања (vi) свих административних обавеза или трошкова који проистичу из закона и прописа на снази у Србији (ако овим Споразумом није другачије одређено).

## **ЧЛАН 5 – КОНВЕРТИБИЛНОСТ И ПРЕНОС СРЕДСТАВА**

5.1 Влада Републике Србије је сагласна да, у складу са прописима Републике Србије о девизном пословању:

- (i) сви корисници финансирања које Група АФД додељује као и гаранти тог финансирања,
- (ii) свака банка која има дозволу за рад Народне Банке Србије (НБС) која посредује у преносу средстава, као и
- (iii) Група АФД,

могу да конвертују у страну валуту у складу са прописом којим се уређују врсте девиза и ефективног страног новца које се купују и продају на девизном тржишту у Републици Србији и по курсевима који важе на дан конверзије (купопродаје), а који се формирају у складу са прописом којим се уређују услови и начин рада девизног тржишта у Републици Србији и могу у складу са одредбама прописа Републике Србије из области девизног пословања да слободно врше пренос ван Србије девизних износа који доспевају у корист Групе АФД, укључујући износе који одговарају отплати финансирања, и то и главнице и камате, затезне камате, споредних трошкова, као и свих других износа који доспевају по основу активности Групе АФД у Србији.

5.2 Група АФД такође може да :

- поседује рачуне код банака у Србији, у српским динарима или у оним страним валутама које су предвиђене прописом којим се уређују врсте девиза и ефективног страног новца које се купују и продају на девизном тржишту у Републици Србији,
- конвертује у неку од страних валута из алинеје прве ове тачке динарске износе који су проистекли из продаје учешћа, покретне или непокретне имовине, дивиденди и других расподела добити, профита, вишка вредности, сваки приход од реализације и уопште сваки приход, провизију или средства

било које врсте, укључујући и обештећења проистекла из судске или арбитражне одлуке, када су таква средства у вези са главним или споредним предметом улагања или пословања Групе АФД у Србији или са њиховом реализацијом, по курсевима који важе на дан конверзије, а који се формирају у складу са прописом којим се уређују услови и начин рада девизног тржишта у Републици Србији и

- у складу са прописима Републике Србије о девизном пословању, да слободно преносе ван територије Србије девизне износе из друге алинеје ове тачке.

5.3 Група АФД може, у складу са прописима Републике Србије о девизном пословању, приликом одобравања зајма резиденту Србије за финансирање одложеног плаћања или авансног плаћање робе и услуга по спољнотрговинској трансакцији резидента Србије, да изврши директна плаћања добављачима или сауговорачима српског зајмопримца, који нису основани на територији Србије уколико се та плаћања користе за куповину робе и услуга које не потичу из Србије.

5.4 У случају да банке у Србији не изврше конверзију српских динара у страну валуту или не пренесу страну валуту на рачуне Групе АФД код страних банака у иностранству, Влада Републике Србије ће, без стварања било каквих обавеза у смислу јавног дуга, у оквиру својих овлашћења уложити напор да те трансакције што пре буду извршене.

## **ЧЛАН 6 – ПОРЕСКИ СТАТУС**

Група АФД се изузима:

- од пореза по одбитку на камату као и на накнаде и провизије (као што је наведено у даљем тексту овог члана) у вези са финансирањем сходно члану 3.1 а,
- од пореза на капиталну добит насталу по основу отуђења акција, или по основу сличног удела која произилази из активности сходно члану 3.1 б,
- од пореза на додату вредност (ПДВ) и од свих индиректних пореза на доле наведене камате, трошкове и провизије у оквиру финансирања сходно члану 3.1 а:
  - а) Накнада за извршену процену ризика
  - б) Накнада за обраду кредита
  - в) Накнада за резервисање средстава
  - г) Накнада за отказивање целокупног или дела кредита
  - д) Накнаде за надгледање
  - е) Накнаде за измене уговорних услова
  - ж) Накнада за правне и консултанске услуге
  - з) Накнада за дату гаранцију

- i) Накнада за трошкове портфолио гаранције
- j) Накнада за анализу погодности банке да учествује у гаранцијској шеми Групе АФД
- k) Накнада за превремену отплату
- l) Накнада за конверзију

Група АФД и Представништво неће вршити ниједну активност осим оних које су дефинисане у члану 3.1. Неће се сматрати да Група АФД има сталну пословну јединицу у Србији у смислу пореских прописа.

## **ЧЛАН 7 – ЛОКАЛНО ПРЕДСТАВНИШТВО ГРУПЕ АФД – СТАТУС ЗАПОСЛЕНИХ**

### **7.1 Представништво Групе АФД у Србији**

- a) Група АФД може да отвори представништво у Београду или било којем другом месту у Србији (у даљем тексту "**Представништво**"), како би обављала активности наведене у члану 7.1. овог Споразума у складу са овим Споразумом и са српским законодавством.
- b) Влада Републике Србије ће олакшати отварање и пословање Представништва у складу са овим Споразумом.
- c) Представништво Групе АФД у Србији је одговорно за идентификацију пројеката које би Група АФД могла да имплементира у Србији, за припрему и преговоре о документима у вези са тим пројектима, као и за праћење њихове реализације.

Само пословна седишта АФД-а и PROPARCO-а у Француској су одговорна (i) за процедуру инструкције пројеката, (ii) оцену пројеката, (iii) одлуке о финансирању, (iv) уплату средстава и (v) праћење отплате.

- d) Представништво има следеће олакшице:
  - изузимање од царине, пореза, као и обавезе плаћања царине или пореза за набавку опреме потребне за рад Представништва, као и за обнављање те опреме;
  - ослобађање плаћања пореза укључујући, уколико је применљиво, и порез на додатну вредност (или његов еквивалент) на набавке које Представништво обавља за потребе пословања у Србији;
  - Представништво, његова имовина и средства, где год да се налазе и ко год да је власник, изузети су од претресања, заплена, одузимања имовине;
  - преписка и архива Представништва, и уопште сва документа која поседује или чува, су неповредива где год да се налазе, а представници српских власти не смеју да ступе у просторије Представништва без претходног одобрења АФД-а;

У случају нужде (пожара на пример), када је потребна помоћ која се не може одложити, представници надлежних органа Републике Србије могу ући у просторије Групе АФД без претходне сагласности, за коју се сматра да је дата.

- е) Влада Републике Србије се обавезује да неће извршити ни национализацију, ни експропријацију имовине, те да неће предузимати никакве мере које могу имати за последицу немогућност коришћења, национализацију и експропријацију имовине и средстава Групе АФД која су неопходна за рад њеног Представништва. Уколико се мера овакве врсте усвоји из разлога општег јавног интереса, Групи АФД ће бити додељена одговарајућа финансијска накнада. Износ финансијске накнаде ће бити заједнички одређен према тржишној цени утврђеној независно, а обе Уговорне стране ће је прихватити.

## 7.2 Иностранци запослени у Групи АФД

- а) Група АФД ће одредити број и квалификације запослених лица која немају српско држављанство нити дозволу боравка у Србији (у даљем тексту „Иностранци запослени“), а које сматра неопходним за несметано пословање Представништва.

Група АФД ће сносити целокупне трошкове зарада, накнада и трошкове превоза Иностранних запослених. Такви запослени су корисници социјалног и пензијског осигурања у Француског, те не подлежу одредбама у тој области које би могле да се примењују у Србији. Нарочито, Група АФД не треба да плаћа доприносе које иначе уплаћује послодавац у оквиру социјалног осигурања у Србији нити порез који се одоси на плате.

- б) Влада Републике Србије ће олакшати улаз, боравак, пребивалиште, слободу кретања и формалности везане за излазак из земље Иностраним запосленима и њиховим супружницима, партнерима и свим члановима њихове породице о којима непосредно брину.
- в) Влада Републике Србије додељује Иностраним запосленима и њиховим супружницима, партнерима и свим члановима њихове породице о којима непосредно брину следеће привилегије и имунитете:
- издавање вишеструких улазних виза и боравишних дозвола за територију Републике Србије;
  - право да без плаћања увозних дажбина увезу намештај и личне ствари приликом првог преузимања дужности;
  - изузеће од плаћања пореза на приходе или других сличних пореза на зараде и додатке који им се исплаћују на име послова које обављају за Групу АФД у Србији;
  - издавање свих потребних одобрења за слободан пренос личних ствари, у складу са српским прописима, при уласку у Србију, као и при изласку;
  - издавање радне дозволе супружнику или партнеру Иностраног запосленог, сходно српском законодавству;

- имунитет од хапшења или задржавања и судски имунитет само за радње извршене у вршењу својих функција. Ови имунитети их не могу изузети од јурисдикције француске стране.

### **7.3 Српско особље или резиденти АФД-а у Србији**

У оквиру својих активности у Србији, Група АФД може да запошљава лица српске националности или лица са пребивалиштем у Србији, у складу са законима и прописима Републике Србије који регулишу област радног права и социјалног осигурања.

### **7.4 Привремене мисије у Србији**

Како би спровела своје активности у Србији, Група АФД може да пошаље привремене мисије у Србију или да овласти консултанте да прикупе информације потребне за припрему и/или реализацију пројеката.

Влада Републике Србије такође предузима потребне мере како би чланови привремених мисија добили по убрзаној процедури одобрења неопходна за улазак у земљу, боравак и излазак са територије Републике Србије.

У погледу имиграционих прописа, чланови ових привремених мисија подлежу прописима који се примјењују на особље при мисијама међународних развојних финансијских институција које обављају активности у Србији.

Чланови привремених мисија који се налазе у Србији ради спровођења овог Споразума уживају исте привилегије и имунитете које имају експерти у складу са чланом VI Конвенције о привилегијама и имунитетима Уједињених Нација од 13. фебруара 1946. године. Ови имунитети које додељује Република Србија их не могу изузети од јурисдикције француске стране.

## **ЧЛАН 8 – СПРОВОЂЕЊЕ СПОРАЗУМА**

8.1. Како би олакшала процедуру коју Група АФД треба да изврши да би могла да спроводи своје активности, Република Србија ће својим институцијама доставити све потребне информације како би омогућила потпуно извршење овог Споразума у најкраћем могућем року. Република Србија ће такође предузети све интерне мере неопходне за ту сврху.

8.2. Почев од датума ступања овог Споразума на снагу, Група АФД има одобрење да да на увид овај Споразум или да преда његову копију било ком надлежном органу, функционеру и уопште било ком органу државне управе у Србији. Како би се омогућило да корисници финансирања које додељује АФД и сауговорачи АФД-а захтевају примену права наведених у овом Споразуму, Група АФД има право да преда један примерак овог Споразума тим корисницима или сауговорачима како би могли да га предају одговарајућим надлежним органима.

Ниједна законска, регулаторна или друга одредба која ступа на снагу након ступања на снагу овог споразума неће угрозити права и привилегије Групе АФД предвиђене овим Споразумом.

## **ЧЛАН 9 – СТУПАЊЕ НА СНАГУ, ТРАЈАЊЕ, ОТКАЗ И ИЗМЕНЕ**

### **9.1 Ступање на снагу**

Свака од Уговорних страна ће обавестити другу страну писаним путем о завршетку уставних процедура неопходних за ступање Споразума на снагу, док ће правно дејство почети да се производи првог дана другог месеца од дана пријема последњег обавештења.

Одмах по ступању овог Споразума на снагу, Влада Републике Србије ће у складу са чланом 102 Повеље Уједињених Нација приступити регистрацији овог Споразума при Секретаријату Уједињених Нација. Влада Републике Француске ће бити обавештена о тој регистрацији достављањем броја регистрације Уједињених Нација, чим Секретаријат Уједињених Нација прими потврду.

Овај Споразум се примењује на уговоре које АФД има у Србији а чије је извршење у току.

### **9.2 Измене и допуне овог Споразума**

Уговорне стране могу у било ком тренутку заједничком одлуком да у писаној форми измене и допуне овај Споразум. Измене и допуне почињу да производе правно дејство пошто свака од Уговорних страна спроведе неопходне интерне процедуре. Измене и допуне ће чинити саставни део овог Споразума.

### **9.3 Решавање спорова**

Уговорне стране ће мирним путем решавати све спорове који проистичу из тумачења или примене овог Споразума, евентуалних додатних споразума и свих питања која се односе на Групу АФД, Представништво или односе између Владе Републике Србије и Владе Републике Француске, а који су у вези са овим Споразумом, директним преговарањем преко дипломатских канала.

### **9.4 Трајање и отказ**

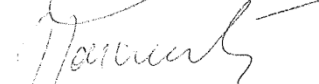
Овај Споразум се закључује на неодређено време, али не дужи од дана приступања Републике Србије Европској Унији. Свака од Уговорних страна може да га откаже у било ком тренутку уз обавезу достављања писменог обавештења о отказу другој страни дипломатским путем уз отказни рок од шест (6) месеци. У том случају, Споразум престаје да важи у року од шест (6) месеци по пријему обавештења. Отказивање овог Споразума неће имати утицај на уговоре и конвенције чије је извршење у току, а који су закључени у току периода важности овог Споразума.

Сачињено у Београду, дана 25.2.2019. године, у два оригинална примерка, на српском и на француском језику, при чему су обе верзије меродавне.

ЗА ВЛАДУ РЕПУБЛИКЕ СРБИЈЕ



СИНИША МАЛИ, МИНИСТАР ФИНАНСИЈА



ЈАДРАНКА ЈОКСИМОВИЋ, МИНИСТАРКА ЗА ЕВРОПСКЕ ИНТЕГРАЦИЈЕ

ЗА ВЛАДУ РЕПУБЛИКЕ ФРАНЦУСКЕ



НАТАЛИ ЛОАЗО, МИНИСТАРКА ПРИ МИНИСТРУ ЗА ЕВРОПУ И СПОЉНЕ ПОСЛОВЕ,  
ЗАДУЖЕНА ЗА ЕВРОПСКЕ ПОСЛОВЕ



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SERBIA  
AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON THE FRENCH  
DEVELOPMENT AGENCY ACTIVITIES AND PROPARCO IN SERBIA

The Government of the Republic of Serbia and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Parties”,

Recalling that the Republic of Serbia (hereinafter referred to as “Serbia”) and the French Republic (hereinafter referred to as “France”) desire to strengthen their ties of friendship and cooperation,

Welcoming their shared determination to enhance and expand economic and financial cooperation between the two countries,

Recognizing that the French Development Agency (hereinafter referred to as “AFD”) and its subsidiary specializing in the financing of private sector development, the Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (hereinafter referred to as “PROPARCO”), forming the AFD group (hereinafter referred to as “the AFD Group”), are developing their activities in the territory of Serbia,

Recalling that the AFD Group is the focus of France’s arrangements to provide public assistance to developing countries and that it is active in more than 80 countries through its network of some 60 local offices,

Considering that AFD, as a public industrial and commercial agency:

- Combats poverty, supports economic growth and participates in the preservation of global public goods in developing countries, emerging countries and French overseas territories,

- Is under the authority of the Ministry for Europe and Foreign Affairs, the Ministry of the Economy and Finance, the Ministry for Overseas Territories and the Ministry of the Interior, implements French development aid policy, reports to these Ministries and works closely with them,

- Provides its services primarily in the context of the priority investment programme of the host country through donations, long-term loans and guarantees granted to the State, local authorities, businesses and public or private financial institutions or in the form of equity participation in businesses operating in its areas of intervention,

- Also offers consultancy, training and technical assistance services,

Considering that PROPARCO, incorporated under French law in 1977:

- Is a development financing institution, in which AFD is the majority shareholder and the staff are all provided by AFD,

- Has as its primary goal the promotion of private investment in emerging and developing countries to support growth, sustainable development and the attainment of the Millennium Development Goals,

- Funds economically viable, socially equitable, environmentally sustainable and financially profitable operations,

- Invests in geographical areas ranging from the major emerging countries to the poorest countries, with stringent social and environmental responsibility requirements,

- Offers a full range of financial instruments to meet the specific needs of private investors in developing countries (loans, equity, quasi-equity instruments, guarantees and financial engineering),

- Intervenes only when no local financial institution is able to propose similar financial products or services or when local financial institutions need additional assistance in order to provide financing,

Considering that it is in the common interest of the Parties to conclude this Agreement in order to enable the AFD Group to provide its financial and technical assistance to Serbia, in pursuit of the economic and social development goals of Serbia,

Recalling that the Government of Serbia has adopted national priorities for international development assistance, specifying the principal priorities for financing from international development assistance,

Recalling that the Government of Serbia wishes to grant certain privileges and exemptions to the AFD Group in order to facilitate its mission in the context of Serbia's development financing policy,

Accordingly, on the basis of respect for the principles of independence, sovereign equality and non-interference in internal affairs, the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Serbia have agreed as follows:

#### *Article 1. Purpose of the Agreement*

The Republic of Serbia authorizes the AFD Group to provide financial and technical assistance and to invest in Serbia in accordance with this Agreement and with Serbian legislation, taking into account the national priorities for international development assistance adopted by the Government of the Republic of Serbia.

The purpose of this Agreement is to state the rules applicable to the establishment of the Local Office of the AFD Group mentioned in article 7.1 and to the activities of the AFD Group in Serbia as described in article 3.1. It defines, among other things, the legal, tax and financial conditions governing the status of the Local Office of the AFD Group as described in article 7.1 and the activities in Serbia of the AFD Group as described in article 3.1.

#### *Article 2. Legal status of the AFD Group*

The AFD Group shall have the legal personality and capacity needed to carry out its activities in Serbia in accordance with this Agreement and with Serbian legislation and may as such conclude contracts, acquire and dispose of immovable and movable property and take part in court proceedings.

The AFD Group may:

- (a) Engage in any activity necessary to accomplish its missions as described in this Agreement;
- (b) Negotiate and conclude any type of contract, convention or agreement;
- (c) Accept any type of guarantee or security;
- (d) Employ personnel of Serbian, French or other nationality.

*Article 3. Agreed activities of the AFD Group in Serbia*

3. 1 The AFD Group may, in compliance with Serbian legislation and except as otherwise provided in this Agreement:

(a) Provide financial assistance in the form of loans, donations or guarantees, adhering to the regulations of the Republic of Serbia applicable to foreign exchange transactions in euros, United States dollars or any other currency, in compliance with the regulations specifying the types of foreign exchange transactions and foreign currencies that may be bought or sold on the foreign exchange market of the Republic of Serbia and in Serbian dinars, as well as any form of financial or technical assistance to Serbia, to businesses, to financial and banking institutions and to national, foreign or international associations or organizations, or to any body corporate with headquarters in Serbia;

(b) Acquire a stake in the capital of any company (regardless of its form) from any seller, to invest in investment funds and to transfer or dispose of its stake or shares to any person of Serbian or any other nationality, in accordance with Serbian legislation;

(c) Provide consultancy, technical assistance and training services or undertake research through donations or contributions to public or private bodies.

3.2 Each of the activities mentioned above shall be detailed in a contract or a specific convention defining the obligations and commitments of the parties involved in the activity or transaction in question. Each Party undertakes to do its utmost to facilitate the completion of any formalities required to ensure the validity or entry into force of the said contract or convention.

3.3 Without prejudice to the rights of the AFD Group under this Agreement, nothing in this Agreement shall affect obligations under Serbian law applicable to beneficiaries and other counterparts of the AFD Group residing in Serbia in the context of financing provided by the AFD Group.

3.4 Conventions and contracts concluded by AFD, as part of its activities, with Serbia or with any body corporate shall be signed in French and in Serbian and shall be valid and take effect without the need for a sworn and/or certified translation.

*Article 4. Exemption from banking regulations*

4. 1 The activities of the AFD Group are transborder operations performed from its headquarters located in France.

4.2 AFD, PROPARGO and their Local Office, as defined in article 7 of this Agreement, shall not have the status of a bank or any other financial institution in Serbia. They shall therefore not be subject to the provisions of banking regulations applicable to banks and financial institutions established or operating in the territory of Serbia.

In particular, in the case of activities covered by article 3.1 of this Agreement, AFD and PROPARGO shall be exempt in the territory of Serbia from (i) the obligation to file a tax return; (ii) the need for bank authorization or permission; (iii) any risk management obligation; (iv) any prudential obligation; (v) any debt classification and any creation of reserves to cover debts; and (vi) any obligation or administrative requirement based on the laws and regulations in force in Serbia (subject to any provision to the contrary contained in this Agreement).

*Article 5. Convertibility and transfers of funds*

5.1 The Government of the Republic of Serbia agrees, in accordance with the provisions of the legislation of the Republic of Serbia applicable to foreign exchange transactions, that (i) any recipient of financing from the AFD Group or any guarantor of such financing; (ii) any bank, duly authorized by the National Bank of Serbia, responsible for the transfer of funds; and (iii) the AFD Group, may convert into foreign currency, in compliance with the regulations specifying the types of exchange transactions and of foreign currencies that may be purchased or sold on the foreign exchange market in the Republic of Serbia, at the exchange rates applicable on the date of conversion (purchase/sale), determined on the basis of the regulations defining the terms and procedures governing transactions on the foreign exchange market in the Republic of Serbia, and with the provisions of the regulations governing foreign exchange transactions in the Republic of Serbia, and may freely transfer outside the territory of Serbia any amount in foreign currencies owed to the AFD Group, such as amounts for the reimbursement of financing (principal and interest), late payment interest, related costs and any other amount due in connection with the performance or completion of activities of the AFD Group in Serbia.

5.2 The AFD Group may also:

- (i) Maintain bank accounts in Serbia in Serbian dinars or in other currencies listed in the regulations on types of foreign exchange transactions and foreign currencies that may be purchased and sold on the foreign exchange market in the Republic of Serbia;
- (ii) Convert into foreign currencies mentioned in the above paragraph amounts in dinars derived from the sale of shares or of movable or immovable property, any dividend and other distribution, any profit, any capital gains, any realization proceeds, and in general any income, any commission or any funds of any kind, including damages and interest ordered by a court decision or arbitral award, when such amounts are principally or incidentally connected with any investment or any operation of the AFD Group in Serbia or their realization at the exchange rate in force on the date of conversion, determined in accordance with the regulations defining the terms and procedures for foreign exchange transactions in the Republic of Serbia, and in compliance with the regulations governing foreign exchange transactions in the Republic of Serbia, freely transfer outside the territory of Serbia amounts in currencies mentioned in (ii) above.

5.3 In compliance with the provisions of the legislation on foreign exchange transactions in the Republic of Serbia, the AFD Group may, when extending a loan to a Serbian resident to fund delayed or future payments for goods and services under a commercial transaction with abroad made by a Serbian resident, make direct payments to suppliers or co-contractors of the Serbian borrower which are not established in the territory of Serbia, when the transaction involved goods and service not originating in Serbia.

5.4 When the conversion of Serbian dinars into foreign currencies or the transfer of foreign currencies to accounts of the AFD Group with foreign banks outside Serbia is not done by banks in Serbia, the Government of the Republic of Serbia, without issuing public bonds, shall do everything possible, within the limits of its authority and in a timely manner, to ensure that such transactions are successful.

*Article 6. Tax status*

The AFD Group shall be exempt: from any deduction at source for interest and costs and commissions (as listed below in this article) in connection with financing specified in article 3.1 (a); from capital gains tax connected with the transfer of shares or any other similar interest of any kind resulting from activities specified in article 3.1 (b); and from the value added tax (VAT) and any indirect tax on the following fees and commissions, in connection with the financing referred to in article 3.1 (a):

- (a) Instruction commission;
- (b) Initiation commission;
- (c) Commitment commission;
- (d) Cancellation commission;
- (e) Monitoring commission;
- (f) Amendment commission;
- (g) Fees;
- (h) Guarantee commission;
- (i) Guarantee research commission;
- (j) Guarantee file study commission;
- (k) Early reimbursement compensation;
- (l) Conversion commission.

The AFD Group and the Local Office shall not engage in any activity not specified in article 3.1. The AFD Group and the Local Office shall not, for the purpose of tax regulations, have the status of permanent establishments in Serbia.

*Article 7. Local Office of the AFD Group – Status of employees**7.1. Local Office of the AFD Group in Serbia*

(a) The AFD Group shall be authorized to open a local office in Belgrade or elsewhere in Serbia (hereinafter referred to as “the Local Office”), in order to perform the activities described in article 7.1 of this Agreement, in accordance with this Agreement and with Serbian legislation.

(b) The Government of the Republic of Serbia shall facilitate the opening and operation of the Local Office in accordance with this Agreement.

(c) The Local Office shall be responsible for identifying projects which the AFD Group could implement in Serbia, for preparing and negotiating the documents relating to such projects and for monitoring their implementation.

The headquarters of AFD and PROPARCO in France shall be solely responsible for: (i) project identification procedures; (ii) project evaluation; (iii) financing decisions; (iv) payment of funds; and (v) monitoring of reimbursements.

(d) The Local Office shall enjoy the following facilities:

- Exemption from customs duties and fees and from the obligation to collect or pay such customs duties or fees for the acquisition of equipment needed for the Local Office or for the repair of such equipment;

- Exemption from all taxes including, where applicable, the value added tax (or its equivalent) on purchases needed for the activities of the Local Office in Serbia;

- The Local Office, its property and its assets, regardless of their location and ownership, shall be exempt from searches and confiscation, requisition and expropriation;

- The correspondence and archives of the Local Office and, in general, all documents belonging to it or in its possession, shall be inviolable wherever they are located, and Serbian authorities may not enter the premises of the Local Office without prior permission from the AFD Group;

- In an emergency (such as a fire) for which assistance is required without delay, representatives of the competent authorities of the Republic of Serbia may enter the premises of the AFD Group without prior permission, which shall be presumed to have been granted.

(e) The Government of the Republic of Serbia undertakes not to nationalize or expropriate any property or asset of the AFD Group needed for the activities of the Local Office, and not to adopt any measure that would prevent the use of such property or asset or result in their nationalization or expropriation. If such a measure were adopted for obvious reasons of general interest, the AFD Group shall be suitably compensated. The amount of the financial compensation shall be jointly decided, set at market price independently determined, and accepted by the Parties.

#### 7.2 Expatriate personnel of the AFD Group

(a) The AFD Group shall determine the number and qualifications of its staff members who do not have Serbian nationality and who are not holders of Serbian resident visas (hereinafter referred to as “expatriate employees”) who are deemed necessary for the smooth running of its Local Office.

The AFD Group shall cover the full cost of salaries, allowances and transportation of expatriate employees. These employees shall be covered under the French social security and retirement schemes and shall therefore not be subject to similar provisions which may apply in Serbia. In particular, the AFD Group shall not be required to pay either the contributions normally covered by employers under Serbian social schemes or the tax on salaries.

(b) The Government of the Republic of Serbia shall facilitate the entry, stay, residence, freedom of circulation and departure formalities of expatriate employees and their spouses, partners and any family members who are their dependants.

(c) The Government of the Republic of Serbia shall grant the following privileges and immunities to expatriate employees and their spouses, partners and any family members who are their dependants:

- Multiple-entry visas and residence permits for Serbian territory;

- Duty-free import of their furniture and personal effects when they assume their functions in Serbia;

- Exemption from income tax and any similar tax on emoluments and allowances paid to them because of their work for the AFD Group in Serbia;

- Any authorization necessary for the free transfer of personal effects to and from Serbia, subject to compliance with Serbian legislation;

- Issue of a work permit to the spouse or partner of the expatriate employee, in accordance with Serbian legislation;

- Immunity from any arrest or detention and immunity from jurisdiction solely for acts performed in the exercise of their functions. These immunities shall not confer exemption from the jurisdiction of the French Party.

#### 7.3 AFD staff of Serbian nationality or residing in Serbia

In connection with its activities in Serbia, the AFD Group may employ staff of Serbian nationality or residing in Serbia in accordance with the labour and social security laws and regulations of Serbia.

#### 7.4 Temporary missions in Serbia

In order to do its work in Serbia, the AFD Group may send temporary missions to Serbia or instruct consultants to gather information needed for project preparation and/or implementation.

The Government of the Republic of Serbia shall take the necessary measures to ensure that members of temporary missions receive, in a timely manner, the authorizations required for their entry into, stay in and departure from the territory of Serbia.

As regards immigration regulations, the members of such temporary missions shall be covered by the regulations applicable to the mission staff of international development financing agencies working in Serbia.

Members of temporary missions present in Serbia to implement this Agreement shall enjoy identical immunities and privileges to those granted to experts by article VI of the Convention of 13 February 1946 on the privileges and immunities of the United Nations. Such immunities granted by Serbia shall not confer exemption from the jurisdiction of the French Party.

### *Article 8. Implementation of the Agreement*

8.1 In order to facilitate the work of the AFD Group, Serbia shall transmit all the information necessary to its institutions in order to permit full and timely implementation of this Agreement; it shall adopt all domestic measures necessary to this end.

8.2 After this Agreement enters into force, the AFD Group shall be authorized to present it, whether by reference or by means of a copy, to any authority or official, and more generally to any public authority of Serbia. In order to permit the beneficiaries of financing from the AFD Group or its co-contractors to request enforcement of the rights specified in this Agreement, the AFD Group shall be authorized to provide a copy of this Agreement to such beneficiaries or co-contractors, so that they may submit it to the authorities concerned.

No legislative, statutory or other provision enforceable subsequent to the entry into force of this Agreement may affect the rights and privileges of the AFD Group stipulated in this Agreement.

### *Article 9. Entry into force, duration, termination and amendment*

#### 9.1 Entry into force

Each of the Parties shall notify the other Party in writing of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification.

Immediately after the entry into force of this Agreement, the Government of the Republic of Serbia shall proceed, in accordance with the Charter of the United Nations, to register the

Agreement with the United Nations Secretariat. The Government of the French Republic shall be informed of this registration by transmission of the United Nations registration number, as soon as confirmation is received from the United Nations Secretariat.

This Agreement shall apply to existing contracts concluded by the AFD Group in Serbia.

#### 9.2 Amendments to this Agreement

The Parties may at any time and by mutual agreement amend this Agreement in writing. Amendments shall enter into force after the completion by each of the Parties of the domestic procedures required by it and shall form an integral part of this Agreement.

#### 9.3 Dispute resolution

Any dispute between the Parties arising from the interpretation or application of this Agreement, any agreements supplementing it or any question concerning the AFD Group, the Local Office or relations between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Serbia in connection with this Agreement shall be settled by mutual agreement through direct negotiation between the Parties through the diplomatic channel.

#### 9.4 Duration and termination

This Agreement shall be concluded for an indefinite period but shall expire no later than the date on which the Republic of Serbia joins the European Union. It may be terminated at any time by either Party by written notification transmitted through the diplomatic channel to the other Party, with six months' notice. In such case, this Agreement shall cease to be in force six months after the date of receipt of the notification. Termination of this Agreement shall not affect existing contracts or conventions concluded during its validity.

DONE at Belgrade on 25 February 2019 in two original copies in the Serbian and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Serbia:

SINIŠA MALI  
Minister of Finance

JADRANKA JOKSIMOVIĆ  
Minister for European Integration

For the Government of the French Republic:

NATHALIE LOISEAU  
Minister in the Ministry for Europe and  
Foreign Affairs responsible for European Affairs